

LISTE DES ACRONYMES

AFI-D : Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement.

APC : Approche par les compétences.

ASAMA: Action Scolaire d'Appoint pour Malgaches Adolescents

BACC: Baccalauréat.

BAE: Brevet d'Agent d'Exécution.

BEPC: Brevet d'Etude du Premier Cycle.

BT: Brevet de Technicien.

CEPE: Certificat d'Etude Primaire Elémentaire.

DESCOL : Formation des jeunes déscolarisés en milieu urbain.

DPEFST: Planning of basic, Secondary and Technical Education.

DSRP: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté.

ECCOVA: Ecole de Coupe et COuture Volana Antananarivo.

EF: Education Fondamentale.

EPM: Enquête Périodique auprès des Ménages.

ENAM: Ecole Nationale d'Administration de Madagascar.

ENMG: Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes.

FRAM: Fikambanan'ny Ray aman-dReny.

FTPB: Formation technique et professionnelle de base.

INFP: Institut National de Formation Pédagogique.

INSTAT: INstitut National de la STATistique.

LMD: Licence-Master-Doctorat.

MAP: Madagascar Action Plan.

MENRS: Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

OMD: Objectifs de Développement du Millénaire.

PIB: Produit Intérieur Brut.

PNAE : Programme National pour l'Amélioration de l'Education

RNDH: Rapport National sur le Développement Humain.

TIC: Technologies-Information-Communication.

UNESCO: United Nations Educational Scientific and Cultural Organisation.

U NICEF: United Nations International Children Emergency Fund

Mots clés : capital humain, croissance, éducation, endogène, politique éducative, système éducatif.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du taux de scolarisation dans le primaire à Madagascar (%).....	10
Tableau 2 : Taux de scolarisation niveau primaire par Province en 1975.....	11
Tableau 3 : Taux brut de scolarisation dans le primaire (%)	11
Tableau 4 : Evolution du taux de redoublement	12
Tableau 5 : Evolution des résultats de réussite au CEPE.....	12
Tableau 6 : Survie scolaire dans les classes de 9 ^{ème} et 7 ^{ème} (pour 1000)	13
Tableau 7 : Effectif scolaire dans le secondaire.....	14
Tableau 8 : Taux brut de scolarisation dans le secondaire (%).....	14
Tableau 9 : Evolution du taux de redoublement dans le secondaire (%).....	15
Tableau 10 : Evolution du taux de réussite au BEPC et Bacc.....	15
Tableau 11 : Répartition du budget de l'éducation par niveau (francs courants).....	17
Tableau 12 : Moyenne des scores obtenus pour le CP1.....	31
Tableau 13 : Réduction d'écart de compétences en CP 2.....	33
Tableau 14: Taux d'alphabétisation(%).....	35
Tableau 15 : Les résultats de scolarisation en EF 1 et EF 2 en 2003 et 2004.....	38

GLOSSAIRE

Le PIB ou Produit Intérieur Brut : c'est l'ensemble des biens et services produits sur un territoire économique.

Le ratio élèves/maître détermine le niveau d'encadrement des élèves en donnant le nombre moyen d'élèves par maître.

Le taux brut de scolarisation est le rapport du nombre total d'enfants inscrits dans le cycle primaire (de la classe de 11^{ème} à la classe de 7^{ème}) sur le nombre d'enfants malgache d'âge officiel du primaire, c'est à dire de 6 à 10 ans.

Le taux net de scolarisation est la proportion d'enfants de 6 à 10 ans effectivement inscrits dans le cycle primaire.

Le taux de redoublement pour une cohorte donnée, représente la proportion des élèves qui redoublent à la fin de l'année scolaire.

Le taux de réussite au CEPE est la proportion des élèves inscrits à l'examen du CEPE et qui réussissent effectivement cet examen. Il donne des idées sur la performance du système éducatif au niveau primaire.

Le taux de réussite au BEPC est la proportion des élèves inscrits à l'examen du BEPC et qui réussissent effectivement cet examen. Il renseigne sur la performance du système éducatif au niveau du secondaire de premier cycle.

Le taux de réussite au Baccalauréat (général et technique) est la proportion des élèves inscrits à l'examen du Baccalauréat et qui réussissent effectivement cet examen. Il renseigne sur la performance du système éducatif du niveau primaire et secondaire ainsi que de l'enseignement technique et de la formation professionnelle pour le baccalauréat technique.

Le taux de survie donne la proportion d'élèves de la cohorte initiale qui atteint un niveau d'étude donné. Le taux de survie en cinquième année donne ainsi la proportion de la cohorte initiale qui atteint la cinquième année d'étude.

Le calcul du taux de survie utilise la notion de cohorte reconstituée. Sur une cohorte fictive de 1000 élèves, en utilisant les taux de promotion, de redoublement et d'abandon, le nombre d'élèves arrivant à atteindre les différentes années d'études sans redoublement ou avec redoublements autorisés (nombre de redoublements autorisé selon la législation en vigueur) est recalculé.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

CHAPITRE I : LA POLITIQUE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION A MADAGASCAR.

Section 1 : Historique de la politique de l'éducation et du système éducatif malgache.

Section 2 : La politique de l'éducation actuelle.

CHAPITRE II : ANALYSE ECONOMIQUE DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION MALGACHE.

Section 1 : Les atouts de la politique actuelle.

Section 2 : Les points faibles de la politique actuelle.

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION GENERALE

Section 1. LE CONTEXTE

À Madagascar, le PNAE ou Programme National pour l'Amélioration de l'Education s'est fixé comme objectif de réduire les taux de redoublement et d'abandon scolaire. Malgré les efforts fournis, les résultats restent mauvais. En effet, de 1990 à 1997, le taux de redoublement en primaire tourne autour de 30% (MINESEB, 1997). Ce fort taux de redoublement a un impact négatif sur l'efficacité du primaire. Outre ce taux de redoublement élevé, le taux de survie scolaire est plutôt bas. Effectivement, en 1991-1992 sur 100 élèves inscrits en première année du primaire, seuls 66 atteignent la deuxième année d'étude et 39 seulement achèvent le cycle primaire (MINESEB, 1997). Pour remédier à cette défaillance du système éducatif, l'Etat intervient en reformant de nouveau sa politique éducative.

La réforme de la politique de l'éducation a pour objectifs non seulement la recherche d'efficacité mais surtout la dotation de connaissances et de savoir-faire aux élèves et la qualification de la main-d'œuvre locale. La nouvelle politique de l'éducation vise une valorisation du capital humain. Cette orientation de la politique de l'éducation reflète la volonté de l'Etat de réduire la pauvreté. En effet, l'Etat veut fonder la croissance et donc le développement économique sur la production et le renforcement du capital humain. Ce dernier est un élément essentiel du stock de capital et donc, de la croissance.

Section 2. LA PROBLEMATIQUE

Ce constat nous amène à nous poser la question : dans quelle mesure la politique de l'éducation malgache contribue-t-elle à la production et au renforcement du capital humain ?

Sur le plan scientifique cette question est pertinente. En effet, la réflexion économique sur les apports du capital humain dans la croissance date des années 80. Les théoriciens tels que Romer (1986), Lucas (1988) traitent le sujet. Depuis les travaux de ces théoriciens, ce sujet n'a cessé de faire l'objet d'étude. L'article de Chakraborty B. et Gupta R. (2009), témoigne l'intérêt scientifique de cette thématique du capital humain.

Cette problématique est aussi pertinente sur le plan politique. L'Etat a adopté comme une priorité la réduction de la pauvreté. Un des moyens permettant l'atteinte de cet objectif est l'amélioration et la transformation de l'éducation pour renforcer le capital humain malagasy.

La réforme de l'éducation et du système éducatif est, depuis quelques années, devenue un sujet de discussion de premier ordre. L'augmentation de la part du budget de l'Etat allouée au secteur éducation prouve l'intérêt porté à l'éducation dans les années 2000. En effet, si en 1996 la part dans le PIB est de 2%, elle passe à 3.3% en 2006 (Banque Mondiale, 2006).

Section 3. LA METHODOLOGIE

Pour répondre à cette question, qui fait l'objet de la présente étude, nous avons adopté la méthodologie suivante. Une première étape consiste en une revue de littérature. Nous nous sommes référés particulièrement aux travaux de Schultz P. (2003), de Tamura R. (2006) et de Chakraborty B. et Gupta M. (2009). Ces articles apportent plus de détails sur la manière dont le capital humain s'accumule et sur le rôle du capital humain dans la croissance. Pour approfondir ce rôle du capital humain, nous avons consulté les ouvrages tels que : les nouvelles théories de la croissance de Guellec D. et Ralle P. (2001) et les théories de la croissance de Arrous J. (1999). Ces ouvrages analysent les liens théoriques entre le capital humain et la croissance économique. Cette revue de la littérature a pour objet d'explorer le lien entre le capital humain et la croissance économique, pour en dégager une hypothèse que nous allons tester par la suite à travers l'étude du cas malgache.

La deuxième étape est une étude empirique de la politique d'éducation à Madagascar. Elle consiste tout d'abord en la consultation de documents auprès du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS). Les documents consultés se rapportent aux diverses politiques de l'éducation et de la formation à Madagascar. Après avoir obtenu ces informations, nous avons recueilli des chiffres auprès de l'Institut National de la Statistique ou INSTAT et de la Banque Mondiale. Ces chiffres sont pour la plupart des données sur le rendement scolaire. Les taux de scolarisation, taux de redoublement et taux de survie scolaire pour chaque année scolaire, entre 1960- 1997, ont été comparés et nous permettent d'analyser l'efficacité du système éducatif malgasy. Ensuite, une étude sur la politique de l'éducation actuelle a été réalisée. La lecture du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) et du Madagascar Action Plan (MAP) a aidé à trouver les renseignements utiles à l'étude. La lecture de la littérature grise a permis de faire une analyse de la politique de l'éducation et du système éducatif malgache. Cette étude empirique a pour objet d'évaluer à l'aide de résultats concrets les performances du système éducatif malgache et ses apports dans la croissance économique.

Section 4. PLAN DU MEMOIRE

Notre mémoire comporte deux chapitres. Le premier chapitre porte sur l'étude de la politique de l'éducation et de la formation à Madagascar. Dans la section 1 de ce premier chapitre, nous retracons l'historique des politiques de l'éducation à Madagascar depuis l'indépendance à la fin de l'année 1990. Ensuite, nous analysons l'efficacité de ces politiques. En section 2, nous abordons la politique d'éducation actuelle. Ensuite, nous situons le cadre théorique du capital humain en nous référant à la nouvelle théorie de la croissance. Ce faisant, nous partons de l'idée que la politique de l'éducation malgache repose sur la théorie du capital humain.

Dans le deuxième chapitre, nous procédons à l'analyse de cette politique de l'éducation. Nous abordons, en section 1, les atouts de la politique actuelle. Cette première analyse se fait par l'étude des atouts de l'application de l'approche par les compétences. Ensuite, nous examinons les différentes formes d'alphabétisation fonctionnelle et la politique d'universalisation de l'enseignement. Nous poursuivons en section 2 sur les points faibles de cette politique. Nous traitons les questions relatives à la qualité, l'équité de l'enseignement et l'inadéquation formation-emploi.

Chapitre 1

UN ETAT DES LIEUX DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION A MADAGASCAR

INTRODUCTION CHAPITRE I

Après la colonisation, Madagascar est devenu maître de sa politique en matière d'éducation. Sa politique de l'éducation et son système éducatif ont été réformés plusieurs fois. Ce chapitre a ainsi pour objet de présenter ces différentes politiques de l'éducation et ces différents systèmes éducatifs depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Nous examinons particulièrement la politique de 1960 jusqu'au début de l'année 2000.

Dans cette optique, nous mettons en évidence les points de rupture et de continuité (section 1). Ensuite, nous analysons les fondements théoriques de la politique de l'éducation de l'an 2000 après l'avoir présenté. A ce titre, nous nous référons à la nouvelle théorie de la croissance de Lucas (section 2).

Section 1 : Historique de la politique de l'éducation et du système éducatif malgache

Cette section analyse les systèmes éducatifs successifs, mis en place à Madagascar, des années 1960 jusqu'au début des années 90. A chaque système éducatif d'un régime en place correspond une politique de l'éducation.

1.1-Les points de rupture et de continuité

Le système éducatif malgache des années 60 est celui hérité de la colonisation. L'éducation a pour principe de donner une formation morale, intellectuelle et physique. Ce système se structure de la manière suivante :

- L'enseignement du premier degré où l'éducation se dispense dans des centres d'éducation de base, des écoles primaires, par des cours complémentaires spécifiques pour les doués pour pouvoir accéder à l'enseignement secondaire du second cycle, par des formations d'instituteurs¹, dans des écoles normales pour les élèves-maitres² et dans des centres d'éducation physique et sportive.
- L'enseignement du second degré vient après l'enseignement du premier degré des écoles primaires³. Cet enseignement comprend deux cycles, dont le premier s'effectue dans les collèges et le second dans des Lycées. Tous les deux respectivement sanctionnés par le BEPC et le BACC.

Le système éducatif de la première République comprend aussi l'enseignement technique et professionnel et l'enseignement médico-social. La première filière vise à donner une formation spécialisée dans les domaines agricole, artisanal, industriel et commercial. La seconde assure la formation du personnel médical en dehors de la faculté et des autres établissements d'enseignement supérieur. Cet enseignement s'effectue donc dans les écoles pour infirmiers et infirmières d'Etat, les écoles de sages-femmes, l'école de Médecine de Tananarive et les écoles des assistants d'hygiène.

Au début des années 60, des réformes comme la malgachisation de l'enseignement et du contenu des programmes scolaires ont eu lieu. Ce système post colonial se caractérise par son caractère sélectif et élitiste.

¹ 4 ans en cours complémentaire plus une année en formation pédagogique pour l'obtention du CAE ou Certificat d'Aptitude à l'Enseignement.

² Au niveau de la classe de seconde, se préparent au Bac (option Science expérimentale) suivi d'une année en formation professionnelle pour l'obtention du CAP ou Certificat d'Aptitude Pédagogique.

³ Après obtention du certificat d'études primaires et passage à l'examen d'entrée en classe de sixième.

Les étudiants les plus doués bénéficient de cours complémentaire pour ensuite accéder à l'enseignement secondaire du second cycle. Les langues-officielles sont le français et le malagasy, mais la langue française tient toujours une place importante dans l'enseignement. Les élites, les cadres, les jeunes sont donc frustrés face à la situation du pays devenu indépendant mais dont l'économie se trouve toujours entre des mains étrangères. Une des raisons incitant les étudiants à manifester en 1972 est alors l'inadaptation des enseignements aux cultures et aux besoins de la société. Cette manifestation a provoqué la chute du régime et à déclenché un renouvellement du système éducatif.

En 1975, le pays est sous le régime socialiste. Ce changement de régime a eu comme conséquence la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'éducation. Conformément aux dispositions de la Charte de la Révolution socialiste Malagasy, les réformes apportées dans le système éducatif sont la décentralisation pour mieux se rapprocher de la population, la mise en place d'un enseignement gratuit à tous les niveaux⁴ pour inciter les jeunes à étudier et à participer à la production de richesse, et surtout l'utilisation du « malagasy commun » comme langue d'enseignement.

Les quatre niveaux d'enseignement sont alors:

- Le niveau I ou éducation de base qui s'établit au niveau du *Fokontany*. L'enseignement se donne dans des écoles primaires et se fait sur 5 ans : 11^{ème}, 10^{ème}, 9^{ème}, 8^{ème}, 7^{ème}. Il vise à éveiller l'esprit d'entreprise. La dernière année est sanctionnée par le CEPE.
- Le niveau II ou formation secondaire est au niveau des Communes ou *Firaisampokontany* dans les Collèges avec 4 années d'études : 6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème}. Il vise à préparer le choix des filières à poursuivre dans le niveau suivant. La dernière année est sanctionnée par le BEPC.
- Le niveau III répond aux besoins des Districts ou *Fivondronampokontany* pour 3 années (2^{nde}, 1^{ère}, T^{le}) de Lycée. Il vise à mettre en pratique les acquis théoriques. La terminale prépare le BACC avant d'accéder au Service National obligatoire.
- Le niveau IV ou formation universitaire⁵ en trois cycles est du niveau du *Faritany*, et consiste à l'approfondissement théorique.

⁴ Stipulés dans la loi n°78-040 du 17 juillet 1978.

⁵ Crédit de l'Université de Madagascar par Ordinance n°76-043 du décembre 1976.

A part les objectifs de chaque niveau d'enseignement, l'éducation a pour principe d'éveiller en chaque individu l'esprit d'entreprise, le sens de ses engagements et de ses responsabilités vis-à-vis de la nation. Cette éducation vise le dynamisme, incite et pousse les jeunes à être beaucoup plus productif afin de les aider à la création de richesses. L'éducation et la formation cherchent à inculquer aux étudiants l'esprit de coopération, de partenariat et de solidarité pour mieux servir la nation. En d'autres termes, ce système éducatif de la deuxième République a pour finalité l'édification du socialisme à Madagascar.

Parallèlement à l'enseignement général, il existe d'autres filières telles que la formation professionnelle, la formation permanente et la formation des enseignants. La première se fait à deux niveaux dont l'une se poursuit après l'éducation de base et l'autre après la formation secondaire pour une durée respective de deux ans. La deuxième est destinée aux travailleurs désireux de se perfectionner. La dernière est réservée aux enseignants pour une meilleure pédagogie.

Le système éducatif a été démocratisé, décentralisé et « malgachisé » mais avait comme mission la construction du socialisme. Il a été réformé de nouveau dans les années 90.

D'après l'exposé de motif de la loi n°94-033 du 13 Mars 1995 portant orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar, la nouvelle réforme du système d'organisation de l'éducation et de la formation est, d'une part, pour remédier à certaines défaillances des systèmes précédents ; d'autre part pour tenir compte des besoins socio-éducatifs. Le but ultime de la réforme est l'adéquation du système aux réalités économiques, sociales et culturelles.

Dans le cadre de cette réforme, l'éducation et la formation visent à :

- Libérer l'esprit d'initiative
- Favoriser la créativité
- Cultiver le goût de l'effort
- Développer l'esprit d'entreprise, le souci d'efficacité, l'esprit de compétition, le sens de la communication, la recherche de l'excellence.

Désormais, l'éducation et la formation préparent l'individu à intégrer la vie active. Déjà dans la formation fondamentale, l'enseignement éveille l'enfant et développe en lui toutes les possibilités lui permettant de former sa personnalité. Cet enseignement fondamental assure tout autant l'acquisition des instruments fondamentaux de la connaissance dont la lecture, l'écriture et le calcul ; l'acquisition des concepts et suscite la capacité de raisonnement et des savoir-faire ; et finalement les valeurs comportementales humaines et sociales. Les autres niveaux d'enseignement préparent à l'entrée à la vie professionnelle. Quant aux personnes ne pouvant accéder à l'éducation formelle, ils peuvent bénéficier soit d'une alphabétisation fonctionnelle leur permettant d'acquérir les notions de base utiles pour la vie quotidienne comme la lecture, l'écriture, et le calcul ; soit la formation à la vie familiale et sociale préparant à la responsabilité dans la famille.

La structure de ce système éducatif est à peu près la même que celle de la deuxième République avec quatre niveaux d'enseignement. Le système comprend une formation technique et professionnelle, une formation des enseignants dispensée à l'école normale supérieure (ENS). La différence réside au niveau de la politique linguistique. Le français est pris comme langue d'enseignement. La dernière année de la formation secondaire du second cycle n'est plus suivie d'un Service National. Les étudiants accèdent directement à l'enseignement supérieur. Cette structure du système éducatif ne fait pas l'objet de très grande réforme à l'instar du service national et de la politique linguistique du début des années 90. Les étudiants, après le Bacc, accèdent tout de suite à l'Université. Le français est la langue utilisée dans l'enseignement. L'édification du socialisme n'est plus de rigueur. L'éducation a pour principe de mobiliser les ressources.

Le système éducatif a fait l'objet de plusieurs réformes. Afin de mieux comprendre les raisons de ces réformes, nous examinerons dans la section suivante l'efficacité interne des systèmes éducatifs.

1.2-Bilan d'efficacité interne des systèmes éducatifs de 1960 à 1997

Les différents Gouvernements qui se sont succédés depuis l'indépendance ont déployé des efforts pour que la majorité de la population soit scolarisée. La période de 1960 à 1997 est choisie pour pouvoir mieux évaluer le Capital Humain malagasy et mieux comprendre les mesures politiques prises par l'Etat dans la suite de notre étude. Dans la sous section, nous examinons de près l'efficacité interne des systèmes éducatifs.

Cette efficacité interne est déterminée par les résultats des rendements scolaires tels que le taux de scolarisation, le taux de redoublement, le taux de réussite et le taux de survie scolaire.

1.2.1- De la Première à la Deuxième République

Après l'indépendance, la scolarisation dans le primaire est encore faible. Sur les 1.335.400 de la population scolarisable de 6 à 14 ans, seuls 633.400 sont scolarisés, soit un taux de 47.4% en 1962. Durant la deuxième République, ce taux a augmenté de 52.1% en 1975 (sur les 2.174.100 scolarisables, 1.133.013 sont scolarisés) soit un gain en l'espace de treize ans, avec 4.7 points de pourcentage seulement. Par contre en l'espace de cinq ans le taux de scolarisation est passé à 76.7% en 1980 soit un gain de 24.6 points (PNUD/ INSTAT, 1999). Le tableau suivant illustre cette évolution du taux de scolarisation dans le primaire.

Tableau 1 : Evolution du taux de scolarisation dans le primaire à Madagascar (%)

Années	Taux de scolarisation
1962	47,6
1976	68,8
1977	74,4
1978	74,3
1979	75,7
1980	76,7

Source : Ministère de l'Education Nationale (MEN), 1975.

Au cours de la deuxième République, plus de la moitié de la population scolarisable dans le primaire est scolarisée. Le taux dépasse les 50%. En 1976 il est de 68,8% pour atteindre les 74,4% en 1977, et connaît une petite baisse l'année suivante. En 1978 le taux est de 74,3% soit une perte de 0.1 point en une année. Puis remonte jusqu'à 75,7% en 1978 (MEN, 1975).

La scolarisation dans le primaire touche la moitié de la population scolarisable dans toutes les provinces, comme nous le montre le tableau suivant.

Tableau 2 : Taux de scolarisation niveau primaire par Province en 1975

Provinces	Total scolarisé	Total scolarisable	Taux 1975(%)
Antananarivo	370 046	586 300	63,1
Fianarantsoa	274 203	552 300	50,0
Tamatave	184 663	360 100	53,0
Majunga	113 572	227 600	50,0
Tuléar	94 582	271 500	34,8
Diégo-Suarez	90 947	176 300	51,6
MADAGASCAR	1 133 013	2 174 100	52,1

Source : Ministère de l'Education Nationale, 1976.

Entre les années 1975 et 1980 les taux de scolarisation sont élevés par rapport à celui de l'année 1962. En 1962, ce taux de scolarisation est 47.6% contre un taux de scolarisation autour de 70% entre 1976- 1980 (Ministère de l'Education Nationale, 1976)

1.2.2- Pour la période 1994 – 1997

Pour les années 90, plus précisément entre l'année 1994 et 1997, l'effectif scolaire dans le primaire progresse à un taux moyen annuel de 8% (PNUD/ INSTAT, 1999). En 1994, l'effectif est de 1 511 863 et passe à 1 920 782 en 1998. Cet effectif dans le secteur public est de 1 1773 596 contre 338 267 dans le secteur privé en 1994. Il va jusqu'à 1 481 456 dans le public et 439 326 dans le privé en 1997. Même avec cette hausse continue des effectifs, le taux brut de scolarisation ne croît qu'à un taux d'accroissement moyen annuel de 5%. Pour l'année scolaire 1994/95, le taux de scolarisation des filles est supérieur à celui des garçons. Les garçons sont amenés à ne pas se scolariser mais sont dans l'obligation de travailler pour aider financièrement les parents à cause de la situation à partir de 1994⁶.

Tableau 3 : Taux brut de scolarisation dans le primaire (%)

	94/95	95/96	96/97	97/98
Madagascar	87,08	91,41	94,1	100,62
Masculin	84,91	92,5	94,89	101,97
Féminin	89,3	90,3	93,29	99,25

Source : MINESEB, 1997

⁶ Le début du flottement de la monnaie malagasy et la flambée de l'inflation qui a duré deux ans.

Pour avoir une idée sur l'efficacité interne de l'enseignement primaire à Madagascar, il importe de connaître le taux de redoublement ainsi que le taux de réussite au C.E.P.E. Le tableau ci-dessous donne un résumé :

Tableau 4 : Evolution du taux de redoublement

	95/96	96/97	97/98
Madagascar	33,8	32,6	31,6
Public	37,6	36,2	35,8
Privé	18,9	19,6	18,8
Grand centre Urbain	24,7	19,8	20,3
Autre milieu	35,1	35,7	33,5
Masculin	34,8	33,6	32,1
Féminin	31,4	31,4	30,8

Source : MINESEB, 1997

L'efficacité de l'enseignement au niveau du secteur privé est prouvée par le taux de redoublement de 18,8% contre 35,8% dans le secteur public, en 1997 (MINESEB, 1997). Cette situation peut s'expliquer par le manque de suivi et d'évaluation et plus généralement, la baisse de la qualité de l'enseignement dans le secteur public. Il en est de même pour le grand centre urbain plus efficace avec 20,3% contre 33,5% dans d'autre milieu (MINESEB, 1997). Les conditions d'études différentes dans ces deux centres peuvent expliquer le taux élevé du grand centre urbain. En milieu rural, les problèmes rencontrés sont nombreux à savoir le manque d'instituteurs, le manque d'infrastructures et de matériels didactiques, la distance entre le foyer et l'école primaire qui épouse les élèves. Le niveau des filles est un peu plus élevé que ceux des garçons ; ce niveau élevé se constate par un taux de redoublement de 30,8% pour les filles contre 32,1% chez les garçons en 1997 (MINESEB, 1997).

Tableau 5 : Evolution des résultats de réussite au CEPE (Source : MINESEB, 1997)

Années d'examen	Taux de réussite (%)
1994	43,8
1995	37,38
1996	51,35
1997	48,4

Les taux de réussite inférieurs à 50% sauf celui de 1996 qui est de 51,35% confirment l'inefficacité interne de l'enseignement primaire. Ces taux de réussite varient beaucoup sur la période de 1994 à 1997 (MINESEB, 1997).

Tableau 6 : Survie scolaire dans les classes de 9^{ème} et 7^{ème} (pour 1000)

	Classe de 9 ^{ème}	Classe de 7 ^{ème}
Madagascar	470	211
Public	465	168
Privé	562	387
Garçon	425	185
Fille	525	243

Source : MINESEB, 1997

Sur les 1000 élèves entrant en classe de 11^{ème} pendant l'année scolaire 1991/92, 470 arrivent en 9^{ème} et 211 en 7^{ème} en 1997. Ce qui signifie qu'à Madagascar 789 élèves quittent l'école avant le niveau de la classe de 7^{ème}. Ce retrait du système scolaire est dû au fait que la plupart des élèves en milieu rural abandonnent l'école après avoir reçu quelques connaissances de base telles que l'écriture, la lecture et les calculs. Les élèves n'atteignant pas la 7^{ème} dans le secteur public est de 832 contre 613 pour le privé, le secteur privé est donc plus efficace que le secteur public. Sur les 1000 élèves, 243 filles arrivent à terme de l'enseignement primaire contre 185 garçons (MINESEB, 1997).

En somme, l'enseignement primaire est plus efficace en milieu urbain qu'en milieu rural. Les filles ont un taux de réussite plus élevé que les garçons. Les taux de redoublement des filles au cours de la période de 1994 à 1997 sont inférieurs à ceux des garçons. Dans le secteur privé l'encadrement scolaire est mieux assumé que dans le secteur public.

Concernant l'enseignement secondaire, l'effectif des élèves scolarisés en Collège progresse annuellement. Du côté des effectifs des Lycéens, ceux- ci varient beaucoup et connaissent une certaine baisse en 1995 et 1996. Le tableau ci-après donne les détails sur ces effectifs.

Tableau 7 : Effectif scolaire dans le secondaire.

	1994	1995	1996	1997
Madagascar (Collège)	235 766	232 823	261 002	264 102
Public	130 094	129 840	146 007	145 932
Privé	105 672	102 986	114 095	118 170
Madagascar (Lycée)	57 813	56 316	56 232	59 962
Public	28 427	27 784	29 020	30 775
Privé	29 386	28 532	27 212	29 187

Source : MINESEB, 1997

L'effectif du secondaire au niveau du premier cycle est de 235 766 en 1994 et est de 264 102 en 1997. Soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4% (PNUD/ INSTAT, 1999). Par contre, ceux du second cycle du secondaire de 1995 et de 1996, connaissent une baisse par rapport à celui de 1994. Cet effectif est de 57 813 en 1994 pour 56 316 en 1995 et 56 232 en 1996. Il progresse en force en 1997 et va jusqu'à atteindre 59 962. Les taux bruts de scolarisation sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Taux brut de scolarisation dans le secondaire (%)

	1994	1995	1996	1997
Madagascar(Collège)	27,3	27,8	28,7	29,7
Garçon	27,7	27,5	28,1	30,4
Fille	27,3	27,8	29,3	29,0
Madagascar(Lycée)	10,6	8,2	10,4	9,1
Garçon	10,6	8,2	10,4	8,3
Fille	10,6	8,2	10,4	9,6

Source : MINESEB, 1997.

Les taux de scolarisation croissent faiblement pour le Collège. En 1994, ce taux brut de scolarisation est de 27,3% et en 1997 29,7%, soit un faible gain de 2,4%. Quant à ceux du Lycée, les taux fluctuent. En 1994, le taux est de 10,6% pour descendre à 8,2% l'année suivante et remonter à 10,4% en 1996 (MINESEB, 1997).

L'efficacité interne de l'enseignement secondaire est donnée par l'évolution des taux de redoublement que nous présentons dans le tableau qui suit.

Tableau 9 : Evolution du taux de redoublement dans le secondaire (%).

	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98
Madagascar (Collège)	19,2	18,3	18,7	18,7
Public	21,9	19,7	21,4	21,3
Privé	15,4	16,3	15,5	15,4
Madagascar (Lycée)	21,5	24,3	19,7	21,2
Public	24,8	27,8	23,1	21,3
Privé	18,3	21	16,2	16,4

Source : MINESEB, 1997.

Les effectifs dans le second cycle du secondaire sont minimes alors que les taux de redoublement sont assez élevés. Les taux de redoublement sont aux environs de 20% pour les quatre années scolaires ; 21,5% en 1994 et 21,2% en 1997 (MINESEB, 1997).

Pourtant, en premier cycle du secondaire, les effectifs sont assez élevés et les taux quant à eux sont bas, inférieurs à 20%. En effet, le taux de redoublement de 1994 est de 19,2% et il est de 18,7% en 1997 (MINESEB, 1997). Le second cycle est alors moins efficace que le premier cycle.

Les taux de réussite au B.E.P.C sont bas car ils fluctuent entre 25% et 30%. Seul 1/3 des élèves ont réussi à l'examen (MINESEB, 1997). Il en est de même pour le Bacc. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Evolution du taux de réussite au BEPC et au Bacc

Années d'examen	Taux de réussite BEPC (%)	Taux de réussite Bacc (%)
1994	26,6	25,8
1995	27,6	27,7
1996	27,6	25,5
1997	34,2	31,9

Source : MINESEB, 1997

Le taux de réussite n'évolue pas en 1996 et il est de 27,6% comme celui de 1995 et connaît une légère hausse en 1997 car il atteint 34,2%. Cependant, ce taux de réussite reste toujours bas car il n'atteint même pas les 50%.

Du côté du baccalauréat, les taux de réussite varient aux environs de 25% surtout dans les trois premières années étudiées. Ce n'est qu'en 1997 qu'une légère hausse est constatée.

En somme, l'enseignement secondaire se fait en deux cycles. L'effectif du premier cycle constitue les 85% de l'ensemble des effectifs contre 18,5% pour celui du second cycle (PNUD/ INSTAT, 1999). Il y a donc un déséquilibre au niveau du secondaire. Malgré cet effectif minime, l'enseignement en second cycle est moins efficace que celui en premier.

L'enseignement supérieur de son côté perd en effectif surtout dans les six Universités. La raison est la mise en place de la présélection dans toutes les filières à partir de 1995. Pendant cette période, l'enseignement supérieur a été efficace. En effet, le taux de redoublement est de 30,7% en 1994 et est de 25,5% en 1997, soit une diminution de -5,2 points en pourcentage. Les bénéficiaires de bourses d'études ont augmenté, soit un pourcentage de 50,7% en 1994 et va jusqu'à 72,2% en 1997 (PNUD/ INSTAT, 1999).

L'enseignement technique connaît une forte augmentation de son effectif. Si pour les Lycées techniques l'effectif est de 8217 en 1997 pour 5 073 en 1994, au niveau de la formation professionnelle l'effectif est de 1280 pour aller jusqu'à 1405 en 1997 (PNUD/ INSTAT, 1999).

Cet enseignement technique intéresse surtout les garçons avec un effectif de 3715 contre 1358 filles en 1994, et 6400 garçons contre 1817 filles en 1997 (MEFTP, 1997). En ce qui concerne l'efficacité interne de cet enseignement, elle est plus appréciée que celle des autres enseignements. En effet, le taux de réussite du Brevet de technicien (BT) pour la spécialité industrielle présente une hausse de 19,05% pour 1990 à 1995, tandis que le taux de réussite à l'examen de Brevet d'Exécution de Génie Civil (BAE) diminue de -12,08% et celui du (BAE) industriel aussi accuse une diminution de -1,65% (PNUD/ INSTAT, 1999).

La répartition du Budget de l'Etat dans l'éducation par niveau est plus au profit de l'enseignement primaire et secondaire. L'enseignement supérieur a plutôt une part minime en comparaison avec les deux enseignements secondaire et primaire. Le tableau suivant donne plus de détails sur cette répartition.

Tableau 11 : Répartition du budget de l'éducation par niveau (franc courant).

		1994	1995	1996	1997
Primaire	% PIB	0,8	0,6	0,5	0,5
	% Budget Etat	2,7	2,7	2,7	2,8
Secondaire	% PIB	0,4	0,6	0,7	0,8
	% Budget Etat	1,4	3,1	4,1	4,8
Supérieur	% PIB	0,36	0,28	0,26	0,23
	% Budget Etat	1,33	1,33	1,41	1,75

Source : MINESEB/ INSTAT, 1997.

Le budget alloué à l'enseignement supérieur est de 1,75% en 1997 contre 2,8% et 4,8% dans l'enseignement primaire et secondaire.

Les ménages aussi ont leur part de responsabilité en matière d'éducation. Ils ont des dépenses. Ces dépenses varient en fonction de la catégorie des ménages. Les ménages pauvres dépensent 8 000fmg/an/enfant tandis que les riches dépensent 58 000fmg/an/enfant (EPM, 1997). En termes de valeur réelle, les dépenses des pauvres sont nettement inférieures à celles des riches. Il faut noter que $\frac{3}{4}$ des ménages malagasy vivent sous le seuil de pauvreté (PNUD/ INSTAT, 1999). Ces ménages ont donc un faible revenu. Donc, 8 000fmg est une somme élevée pour un pauvre par rapport au 58 000fmg pour un riche. Le coût élevé de scolarisation entraîne une non scolarisation des pauvres en secondaire. Les élèves issus des familles démunies s'arrêtent donc à un niveau primaire.

Les dépenses de l'Etat et des ménages en éducation font que le niveau d'éducation des malgaches est surtout primaire. Une part importante du budget pour l'éducation est affectée à l'enseignement primaire. Les parents ne subviennent plus aux frais de scolarisation en secondaire. L'effectif scolaire se réduit au fur et à mesure que le niveau d'enseignement passe en niveau supérieur. Selon l'estimation du PNUD/ INSTAT (1999), si en 1997 l'effectif des élèves est de 1.973 millions, 82% sont en primaire, 13,4% sont en premier Cycle, 3% en second cycle et 1,4% en enseignement supérieur. Or, nombreux sont les étudiants qui ne parviennent pas à terme de l'enseignement primaire.

L'inefficacité interne prouvée par le faible rendement scolaire donné dans les tableaux précédents du système éducatif conduit à améliorer ce système. Nous aborderons dans la section suivante la politique actuelle. Nous y verrons les grands changements et les défis de l'éducation.

Section 2 : La politique de l'éducation actuelle

2.1- Les grandes lignes de la politique éducative actuelle

Le niveau d'étude, constaté entre 1960 et 1997, des élèves malgaches est surtout primaire. Pourtant, encore nombreux, 789 sur 1000 (PNUD/ INSTAT, 1999) sont les élèves qui ne parviennent pas à terme de l'enseignement primaire. L'Etat intervient donc dans ce contexte. La qualification de sa population scolarisable et la mobilisation de ses ressources humaines sont ses priorités. La recherche d'une main-d'œuvre qualifiée en est la raison. Cette perspective d'intervention étatique est avancée dans le DSRP ou Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté et poursuivie dans le MAP ou Plan d'Action Madagascar.

2.1.1 - Dans le cadre du DSRP

Le DSRP constitue un cadrage général pour l'ensemble des politiques économiques et sociales menées par l'Etat malgache. Il faut noter que le DSRP est élaboré dans l'optique d'un redressement de l'économie et de lutte contre la pauvreté. Le programme de redressement vise trois objectifs à moyen terme. « Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale très élargie » est inscrit en troisième objectif. L'amélioration de l'éducation et de la formation est une des conditions permettant de l'atteindre.

Au début des années 2000, l'Etat s'engage dans la mise en place d'un Plan « Education pour Tous », où l'approche par les compétences primait.

Ce programme vise alors, en matière d'éducation, à :

- Universaliser l'enseignement primaire,
- Atteindre un taux d'achèvement de 100% du cycle primaire en 2015,
- Améliorer l'apprentissage et la qualité de l'enseignement,
- Renforcer graduellement l'expansion et l'amélioration de l'enseignement secondaire, en vue de mettre en place une éducation fondamentale de 9 ans,

- Moderniser l'enseignement supérieur visant à assurer des formations répondant aux marchés de l'emploi.

L'expansion et l'amélioration de l'enseignement secondaire lance un grand défi. Ce défi étant le desserrement du goulot d'étranglement. Comme nous l'avons présenté dans la section précédente, l'effectif scolaire se réduit au fur et à mesure que le niveau d'enseignement passe à un niveau supérieur.

Aussi bien à ce niveau secondaire qu'au niveau supérieur, la réforme se base sur des stratégies renforçant le lien entre la formation et le développement économique et social. En d'autres termes, les programmes de formation visent à répondre aux besoins du marché du travail et aux innovations. Les stratégies de la formation visent à doter de savoir-faire, des connaissances et donc des savoirs fondamentaux.

L'amélioration de l'éducation et surtout la réforme de l'enseignement de base remet en cause les offres d'éducation, la capacité des enseignants, les méthodes d'enseignement et les programmes scolaires. Dans ce sens, des actions doivent être entreprises.

- Pour l'extension de l'éducation fondamentale (EF) à 9 ans de qualité raisonnable, l'action consiste à :
 - Améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement. Il est nécessaire d'améliorer les conditions d'enseignement et renforcer l'enseignement des langues étrangères notamment le français et l'anglais.
 - Améliorer l'équité et l'accès à l'enseignement. Il faut dans ce cas plus de salles⁷ de classe et d'enseignants⁸.
 - Inciter à la scolarisation par l'allègement des charges parentales. Cet allègement pouvant se réaliser par l'exonération des droits d'inscription des écoles publiques ; la distribution des kits scolaires, de suppléments nutritionnels ; et la mise en place d'une cantine scolaire.
- Pour assurer l'équité et l'accès à l'enseignement fondamental, elle consiste à :
 - Augmenter la capacité d'accueil de l'EF1 (éducation fondamentale niveau 1) soit d'une part par les constructions scolaires et l'équipement des écoles primaires dans les milieux ruraux ; d'autre part par le recrutement et la formation des instituteurs.

⁷ Construire 700 salles par an selon le plan EPT 2005.

⁸ Recruter 1000 enseignants par an selon le plan EPT 2005.

- Améliorer les conditions d'apprentissage en fournissant et facilitant l'accès des élèves aux manuels scolaires. L'objectif étant d'atteindre un ratio moyen de 1 manuel par élève dans les matières principales (Français, Mathématiques, Géographie et Connaissances Usuelles).
 - Réduire les disparités par l'amélioration de l'affectation d'enseignants aux écoles. L'action est donc axée sur la création de logements pour enseignants fournis à proximité des écoles primaires dans les zones éloignées et surtout la distribution de prime de craie et d'éloignement les incitant à rejoindre les postes.
- Pour une qualité et efficacité de l'enseignement fondamental, l'action est axée sur :
- L'amélioration de la qualité et de la pertinence des apprentissages en renforçant les capacités techniques des enseignants par la formation pédagogique initiale et continue.
 - La réduction du taux de redoublement par l'amélioration du ratio élèves/enseignants tout en renforçant donc la pédagogie des enseignants.

La réforme en éducation concerne surtout l'éducation fondamentale. Mais elle prend en compte les autres niveaux et les autres types de formations. Les objectifs fondamentaux sont entre autres l'assurance de la qualité de l'enseignement, l'équité de l'éducation, l'équilibre des effectifs. Le développement du secteur éducatif est continué dans le « Madagascar Action Plan » qui a remplacé le DSRP.

2.1.2- Dans le cadre du MAP

L'amélioration de l'éducation et de la formation est poursuivie dans le cadre du MAP, qui s'inscrit dans le prolongement du DSRP. L'objectif d'universaliser l'enseignement est renforcé dans le MAP. La «transformation de l'Education» se trouve être en troisième engagement. En effet, le MAP apporte une vision claire du développement de l'éducation : «*Nous aurons un système éducatif de normes internationales en terme de qualité et d'efficacité qui stimule la créativité et aide les apprenants à transformer leurs rêves en réalité et qui fournit à Madagascar les ressources humaines nécessaires pour devenir une nation compétitive et un acteur performant de l'Economie mondiale*» (Gouvernement malgache, 2007-2012, p.51).

Les grands défis de cette transformation sont les suivants :

- Assurer l'acquis de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation.
- Créer un système d'éducation primaire performant
- Intensifier le système d'éducation fondamentale de second cycle ou collège
- Améliorer le système d'enseignement secondaire au lycée et développer la formation professionnelle.
- Transformer l'enseignement supérieur
- Mettre fin à l'analphabétisme
- Développer les capacités et l'attitude mentale et psychologique des jeunes par les sports et la participation à la vie civique.

Le MAP prend alors en compte tous les niveaux d'éducation allant du préscolaire, au niveau supérieur. Il prend en compte non seulement l'éducation formelle mais aussi l'éducation non formelle.

Pour accomplir cette vision de transformation, l'éducation pour tous sera restructurée dix années :

- L'enseignement primaire sera restructuré pour passer de 5 à 7 ans, en améliorant la qualité et en assurant que tous les enfants achèvent le cycle primaire.
- Le collège sera transformé pour comprendre 3 années après les 7 ans de l'enseignement primaire rénové au lieu des 4 années qui actuellement suivent 5 ans d'école primaire.
- L'enseignement secondaire du second cycle comprendra deux années d'études, sera restructuré et étendu avec une concentration accrue sur la préparation technique et professionnelle correspondant aux priorités du développement économique : le textile, le tourisme, les mines, les TICs, l'agro-business, et les infrastructures.
- L'enseignement supérieur, fait aussi l'objet de restructuration. Madagascar fait face à une situation d'adaptation de la formation aux besoins du marché de travail. Les objectifs sont :
 - de rendre les universitaires compétitifs, créatifs, employables ;
 - faire que les recherches scientifiques et technologiques répondent aux besoins du développement socio-économique culturel ;

- mettre en place un système d'enseignement supérieur avec des cursus diversifiés répondant aux besoins économiques et sociaux du MAP. Pour l'atteinte de ces objectifs, il est nécessaire de mettre en place un système LMD (Licence, Master, Doctorat) ;
- orienter les Recherches et Développement vers les besoins du pays ;
- développer le système d'enseignement à distance ;
- développer le partenariat avec des institutions étrangères et surtout assurer la relève et le développement d'une nouvelle génération d'enseignants et de professeurs doués.

Les axes stratégiques prioritaires sont en effet la mise en place d'un fonds d'appui à la recherche scientifique, l'appui au basculement vers le système LMD par la sensibilisation, l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale de recherche soutenable mais surtout assurer des résultats orientés vers le développement.

Conformément aux deux derniers défis, le MAP prend en compte l'éducation formelle. En se conformant aux Objectifs de Développement du Millénaire (OMD), l'Etat s'engage à lutter contre l'analphabétisme. Il vise à augmenter le taux d'alphabétisme à 80% (MAP, 2007, p.59) d'ici 2012. Il faut noter qu'il existe déjà des méthodes de formation telles que l'AFI-D ou Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement et ASAMA ou Action scolaire d'appoint pour Malagasy adolescents qu'il faut intensifier.

Ces méthodes d'enseignement visent à lutter contre l'analphabétisme des adultes afin qu'ils puissent participer activement au développement, le cas pour l'AFI-D. L'ASAMA cherche à réinsérer les enfants déscolarisés ou non scolarisés. Cette action a donc pour objectif de faciliter l'accès à l'éducation pour les enfants exclus du système ainsi que l'apprentissage des enfants qui ont déjà accès mais présentant des besoins spécifiques. Ces enfants peuvent être les enfants orphelins, les enfants handicapés, les enfants qui travaillent.

Le DSRP et le MAP, en matière d'éducation, a pour objectif de valoriser le capital humain malagasy, donc de doter des connaissances ; du savoir- faire ; savoir-être aux élèves. Les réformes de l'éducation font face à plusieurs défis tels que : le recrutement et la formation des enseignants, la réhabilitation ou la création des infrastructures scolaires, et surtout l'amélioration des conditions d'apprentissage ainsi que les capacités techniques des enseignants.

L'Etat transforme l'éducation et tente de rendre son système éducatif meilleur. L'objectif est de fournir au pays des élèves qualifiés, compétents et compétitifs. La main-d'œuvre qualifiée va par la suite impulser la hausse de production voire permettre de réaliser une croissance économique. Cette politique d'éducation s'inscrit dans le cadre général d'une politique économique fondée sur le capital humain. Elle revêt l'hypothèse implicite selon laquelle, le capital humain reproductible par l'éducation est un élément du stock du capital total, qui est la variable déterminant l'investissement, et donc, en dernier ressort, la croissance économique. Pour mieux la comprendre, il est nécessaire de revenir sur ses fondements théoriques, qui relèvent de la littérature sur le capital humain et plus généralement, sur la croissance endogène. Cette revue de la littérature fait l'objet de la sous section suivante.

2.2- Les fondements théoriques de la politique de l'éducation

Selon les nouvelles théories de la croissance, le capital humain est source de croissance économique. Les nouveaux théoriciens accordent une attention particulière au capital humain depuis les années 80 jusqu'à nos jours. Une étude comme celle de Lucas (1988) permet de mettre en évidence le lien entre le capital humain et la croissance. Avant l'étude de ce lien, il est important de définir le « capital humain ».

2.2.1-Définitions du concept capital humain et ses caractéristiques.

Ce concept est composé de deux mots capital et humain. Capital car les aptitudes sont des caractères durable et productif. Humain car les aptitudes et les qualifications sont appropriés par l'homme et ne s'en dissocient.

Le capital humain est « *l'ensemble des aptitudes et qualifications productives d'un individu. C'est un input de la fonction de production.... C'est un stock accumulable de plusieurs façons en particulier par l'éducation* » (Darreau P., 2003, p.150).

Le capital humain désigne également « *le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporés aux individus. Ce sont non seulement les qualifications, mais aussi (et dans le cas des pays en voie de développement surtout) l'état de santé, la nutrition, l'hygiène* » (Guellec D., Ralle P., 2001, p.49).

Les caractéristiques du capital humain peuvent être déduites de ces définitions. En tant que connaissances, le capital humain peut être un bien public. Les connaissances sont non rivales c'est-à-dire elles peuvent être utilisées simultanément par plusieurs agents.

Les connaissances sont non exclusives c'est-à-dire que les connaissances peuvent être utilisées par des agents autres que les propriétaires. Ceci étant, les connaissances sont alors stockables et cumulables. Donc, les connaissances antérieures peuvent toujours être utilisées même par les générations futures. Par sa non rivalité, sa non exclusivité, et son caractère cumulable, la connaissance est génératrice d'externalités. Ces externalités sont positives lorsque la connaissance d'un individu permet d'améliorer celle d'un autre.

Il est à noter qu'en tant que « aptitudes et qualifications d'un individu », le capital humain s'apparente aux « connaissances tacites ». Les connaissances sont dites tacites lorsqu'elles ne peuvent être ni écrites, ni rendues en formule. Elles sont des « savoir-faire » propres aux individus détenteurs et ne s'en dissocient pas. De ce fait, le capital humain est rival et exclusif (partiellement). En effet, un seul individu compétent et expérimenté dans un domaine spécifique ne peut être utilisé simultanément par deux entreprises différentes. L'individu détenteur en est le seul et unique propriétaire. Les autres agents n'en sont que bénéficiaires des externalités positives. En d'autres termes, ces agents améliorent leur « savoir-faire » en imitant celui qui est compétent.

Le capital humain est donc l'ensemble des qualifications disposées par l'homme. Ces qualifications lui permettent d'améliorer la productivité pour accroître la production. Ce faisant, la qualification est source de productivité, le capital humain est donc source de croissance. Cet effet du capital humain sur la production fait l'objet d'étude dans la sous section suivante.

2.2.2- Le capital humain facteur de production et source de croissance

Une hausse de la production conduit à réaliser une croissance économique. Le capital humain intervient au niveau de l'amélioration de la productivité entraînant une hausse de la production. A cet effet, un lien étroit existe entre le capital humain et la croissance économique.

Le modèle de croissance avec capital humain est un modèle à deux secteurs selon Lucas (1988). D'une part l'agent choisit de produire avec son capital physique et une partie de son capital humain pour consommer aujourd'hui. D'autre part, l'agent se forme, il choisit d'accroître son savoir-faire pour produire et consommer demain. Le choix se fait entre satisfaire son utilité d'aujourd'hui ou celle de demain.

En optant pour la satisfaction d'aujourd'hui, le capital humain intègre le système productif. Ce capital humain est un « input » de la fonction de production (Cf. définition). Par le savoir-faire incorporé en lui, l'individu possède les aptitudes et qualifications à utiliser les nouvelles technologies. Cette qualification a pour effet d'améliorer la productivité pour, non seulement produire de meilleurs biens de consommation, mais surtout accroître la production.

Le choix de satisfaire son utilité de demain suppose que l'agent opte d'abord pour l'accumulation des connaissances pour être productif plus tard. L'éducation permet l'acquisition des connaissances de base pour en faire bon usage dans la vie courante, notamment la vie professionnelle et dans la production. Cette éducation est source de qualification de la main-d'œuvre. Cette qualification suppose une adaptation facile aux nouvelles technologies, donc l'amélioration de la productivité. Donc, selon Lucas (1988), la scolarisation notamment primaire, a un effet sur le taux de croissance.

Il faut noter que l'accumulation du capital humain par l'éducation diffère d'un individu pauvre à un individu riche selon Chakraborty et Gupta (2009). Il existe « un dualisme » dans le processus d'accumulation. Dans un pays en sous développement, l'agent pauvre est doté d'un faible stock de capital humain contrairement au riche. La différence de mécanisme d'accumulation en est la cause. L'agent riche dépense beaucoup en temps et en ressources pour son éducation, contrairement à l'agent pauvre. Le premier subvient lui-même à ses dépenses en éducation tandis que le pauvre n'y parvient qu'à un certain stade. Le riche parvient à atteindre un niveau supérieur d'éducation. Le pauvre lui s'arrête à un niveau modeste. Le niveau d'éducation est une mesure de la capacité à travailler d'un individu.

Le taux de croissance est donc déterminé par l'investissement en capital humain. Il a été dit que le capital humain s'accumule par l'éducation, la formation et l'expérience. L'investissement en capital humain consiste alors en un investissement dans ce sens. L'éducation est un investissement car elle est un instrument permettant d'améliorer la productivité, selon Becker (1964). L'accumulation des connaissances est un facteur de la croissance. Les divers moyens pour l'accumuler à part l'éducation sont donc l'apprentissage par la pratique et la recherche-développement (R&D).

L'apprentissage par la pratique désigne « *les formes d'accroissement du savoir dérivant de l'activité productive, par opposition à des activités spécifiques (éducation et recherche)* » (Guellec D., Ralle P., 2001, p.77). Cet apprentissage par la pratique selon Arrow (1962) consiste à répéter les mêmes opérations dans le but d'acquérir de l'expérience et d'accroître le savoir-faire. L'impact en est l'habileté et l'efficacité à effectuer le même travail. D'où l'amélioration de la qualité des biens produits et l'accroissement la productivité. L'apprentissage par la pratique entraîne la réalisation d'un rendement d'échelle croissant favorisant la croissance auto-entretenue.

La recherche est le résultat de l'éducation ou de l'acquisition des connaissances. La recherche vise à inventer des techniques nouvelles permettant d'augmenter la productivité et d'éliminer l'effet de décroissance des rendements du facteur capital. La technologie se diffuse et celle-ci permet autant à la firme innovante qu'aux autres firmes de bénéficier du progrès technique. Le progrès technique est donc le résultat d'une activité de recherche. Une recherche suppose la naissance de nouvelles idées. Ces dernières par leurs effets d'innovation du système productif permettent à la croissance de se maintenir sur le long terme. La recherche « nouvelle » fait appel non seulement aux connaissances disposées dans le présent mais aussi aux connaissances antérieures. L'invention peut aussi user des résultats de recherche antérieure. La recherche est d'autant plus efficace et accélérée si plus la quantité de capital humain affectée est élevée. La recherche en entreprise suppose amélioration de la productivité. La croissance par l'accumulation du capital humain est alors soutenue.

CONCLUSION CHAPITRE I

Selon la théorie de la croissance endogène, le capital humain est accumulé par l'éducation. Ce capital humain a pour effet d'améliorer la productivité pour permettre ensuite la hausse de la production.

Cette nouvelle théorie de la croissance trouve sa pertinence pour le cas de Madagascar. Les dernières perspectives d'amélioration du système éducatif mettent en évidence la volonté nationale de renforcer le capital humain et de mieux adapter l'éducation aux tendances et aux besoins de l'emploi. L'objectif de l'amélioration de la politique de l'éducation est de fournir à l'étudiant des connaissances, du savoir-faire utile à la vie active. Susciter davantage la rentabilité active des citoyens à la création de richesse nationale est le but de la réforme de cette politique. Ce faisant, la valorisation des ressources locales est importante pour l'Etat malgache. Ce dernier cherche donc à augmenter la production par les efforts fournis par sa population active.

D'après ce premier chapitre, l'éducation joue un rôle important dans le renforcement du capital humain. A cet effet, il est important d'assurer l'efficacité d'une politique de l'éducation pour garantir la mobilisation du capital humain. L'accent est alors mis sur l'efficacité de la politique de l'éducation actuelle. La raison pour laquelle nous analysons, dans le chapitre suivant, cette politique de l'éducation malgache.

Chapitre 2

ANALYSE ECONOMIQUE DE LA POLITIQUE DE L'EDUCATION MALGACHE

INTRODUCTION CHAPITRE II

Ce chapitre a pour objet d'analyser la politique de l'éducation actuelle. Il examine en quoi la politique de l'éducation pour tous est favorable pour permettre la réalisation d'une croissance économique et en quoi elle est une entrave à la croissance économique.

Dans cette optique, l'accent sera mis sur les atouts de la politique de l'éducation actuelle (section 1). Nous analysons tout d'abord les atouts de l'approche par les compétences (APC). Ensuite, l'analyse se penchera sur les atouts de l'alphabétisation fonctionnelle pour aboutir sur les atouts l'universalisation de l'enseignement.

Nous poursuivons sur les points faibles de la politique de l'éducation actuelle (section2). Nous évoquons ainsi les problèmes de qualité et d'équité de l'enseignement. En fin de chapitre, dans la dernière sous section, le problème d'inadéquation formation-emploi fera l'objet d'une étude.

Section 1 : Les atouts de la politique actuelle

La politique de l'éducation est axée sur la dotation de connaissances aux élèves. Afin de rendre effective cette dotation, l'Etat introduit tout d'abord l'Approche par les Compétences (APC). Cette approche fait l'objet de la sous section suivante.

1.1-L'approche par les compétences

Depuis l'année scolaire 2003-2004, le ministère de l'enseignement national et de la recherche scientifique ou MENRS développe, avec l'appui de l'UNICEF, une nouvelle approche de l'enseignement. Cette nouvelle politique introduit l'approche par les compétences ou APC. L'APC consiste à aider les élèves à maîtriser les acquis scolaires et surtout à développer en eux les compétences utiles pour la vie active. Ainsi, l'ensemble des apprentissages de chaque année est articulé autour de 2 ou 3 compétences de base à acquérir dans chaque discipline par les enfants. A titre d'exemple, les élèves de la CP 2 ou cours préparatoire 2 doivent être capables de résoudre un problème à l'aide des modes de calcul acquis dans les classes antérieures. Ainsi, les compétences acquises accumulées devront servir à résoudre des problèmes concrets et aussi de faire face à la vie quotidienne et professionnelle.

Les objectifs de l'APC sont :

- de réduire le taux de redoublement et d'abandon ;
- de réduire les disparités dont l'écart entre forts et faibles ;
- de donner un sens à l'apprentissage en montrant à l'élève l'utilité dans la vie pratique de tout ce qu'il a appris à l'école ;
- de permettre à l'élève d'intégrer les acquis scolaires en vue de résoudre des problèmes inhérents à la vie quotidienne ou de les utiliser efficacement en cas de besoin ;
- de pouvoir évaluer l'élève sur sa capacité à s'améliorer à partir de ce qu'il sait.

Cette approche est considérée comme une réponse pertinente aux problèmes d'inefficacité des systèmes éducatifs, et surtout aux problèmes d'analphabétisme.

L’application de l’APC porte ses fruits sur l’éducation. Une étude par échantillonnage a été effectuée par les équipes du DPEFST ou Planning of basic, Secondary and Technical Education, et de l’Institut National de Formation Pédagogique ou INFP et le BIEF⁹. Pour cet échantillonnage, deux classes ont été choisies dont le CP1 et CP2. Les effectifs respectifs des deux cohortes sont de 1028 élèves et 873 élèves. Pour le CP1, 352 élèves constituent les groupes témoins ou NON APC et 676 élèves constituent le groupe expérimental ou APC. Pour le CP2, 445 NON-APC et 428 APC.

Une épreuve d’évaluation a été effectuée pour mesurer les compétences des élèves. Pour les élèves du CP2, un pré-test a été proposé au début de l’année 2004-2005 et un post-test à la fin de l’année scolaire. Les deux tests portent sur l’évaluation des compétences à maîtriser les acquis en CP2. Pour ces tests deux évaluations différentes mais parallèles ont été faites. Chaque version, comprenait une épreuve « ressources » et une épreuve « compétences » dans trois disciplines (malgache, mathématiques, français). Pour les élèves du CP1, un test n’a été proposé qu’en fin d’année 2004-2005, étant donné l’incapacité des élèves à répondre à un test scolaire au début de leur scolarité. Ce test comprend également une épreuve « ressources » et une épreuve « compétences », en malgache et en mathématiques. Cette épreuve « ressource » est semblable à des évaluations classiques. Ces épreuves compétences sont chaque fois composées d’une situation complexe et significative à résoudre par les élèves.

Les résultats ou moyennes des scores présentés ci-dessous permettent d’avoir un aperçu de l’impact de l’APC sur l’efficacité et l’équité du système éducatif.

Tableau 12 : Moyenne des scores obtenus pour le CP1

	NON-APC	APC	Gain
Malgache Ressources	43,1	56,9	13,8
Malgache Compétences	45,4	54,6	9,3
Mathématiques Ressources	50,5	61,7	11,2
Mathématiques Compétences	20,3	32,9	12,6

Source : www.bief.be, 15 décembre 2009 à 15h.

⁹ Né en 1989, le BIEF est un organisme international de conseil et d’intervention dans les entreprises et les administrations, dans les systèmes éducatifs, et dans les ONG.

Les moyennes des scores obtenus par l'échantillon APC sont toujours nettement supérieures à celles de l'échantillon NON-APC. Les différences observées entre les deux échantillons sont vraiment très importantes et très significatives. Ces différences permettent, d'une part de confirmer que l'APC permet d'accroître de manière significative le niveau des élèves dans la maîtrise des compétences, et d'autre part, elles permettent de montrer que le niveau de maîtrise des ressources est largement supérieur pour les élèves ayant bénéficié de l'APC.

L'APC a aussi un impact sur l'équité du système. L'approche ne consiste pas seulement à rendre les élèves plus performants, mais aussi à diminuer les écarts entre les élèves les plus faibles et les plus forts. L'objectif n'est pas de diminuer le niveau de performance des élèves forts, mais de hausser de manière significative les performances des élèves qui en ont le plus besoin.

Les résultats suivants permettent de vérifier cet impact. Le tableau suivant présente les résultats obtenus en CP2.

Tableau 13 : Réduction d'écart de compétences en CP 2

		Pré-test			Post-test			Réduction
		1/3 inférieur	1/3 supérieur	Écart	1/3 inférieur	1/3 supérieur	Écart	de l'écart
Malagasy Ressources	APC	17,1	78,2	61,0	51,7	71,4	19,8	67,6%
	NON-APC	3,8	76,4	72,6	40,9	77,6	36,7	49,4%
Malagasy Compétences	APC	30,8	81,7	50,8	56,1	71,3	15,1	70,2%
	NON-APC	28,0	76,2	48,2	53,2	70,4	17,3	64,2%
Maths Ressources	APC	16,1	72,1	56,0	48,1	68,4	20,3	63,8%
	NON-APC	9,9	73,4	63,6	41,3	73,7	32,4	49,0%
Maths Compétences	APC	26,1	74,1	48,0	43,5	46,3	2,8	94,2%
	NON-APC	12,4	70,4	57,9	34,9	54,3	19,3	66,7%
Français Ressources	APC	33,6	86,4	52,8	64,8	84,4	19,6	62,8%
	NON-APC	24,1	83,8	59,7	55,7	86,0	30,3	49,2%
Français Compétences	APC	7,5	71,8	64,3	39,4	42,4	3,0	95,3%
	NON-APC	18,7	64,7	46,0	34,7	48,7	14,0	69,6%

Source : www.brief.be, 15 décembre 2009 à 15h

D'après les résultats de ce tableau, la diminution de l'écart entre les élèves les moins performants et les plus performants est plus grande pour l'échantillon APC. Cette diminution se fait surtout remarquée pour les épreuves « ressources », mais aussi pour les épreuves « compétences » en mathématiques. Soit une diminution de l'écart de 63,8% (APC) contre 49% (NON-APC) pour les mathématiques « ressources ». En ce qui concerne les Mathématiques compétences, une réduction de l'écart de 94,2% (APC) contre 66,7% (NON-APC).

En somme, l'APC porte ses effets sur l'efficacité et l'équité du système éducatif. Les gains en ces termes d'efficacité et d'équité se répercutent sur la limitation du redoublement. La limitation du taux de redoublement signifie maîtrise des acquis scolaires, donc acquisition de connaissances.

Cet effet de l'APC sur le système éducatif conduit aussi à une amélioration de l'efficacité du système par une meilleure adéquation des élèves aux exigences des études supérieures et du monde du travail.

La formation à partir des compétences permet au pays de disposer d'une main-d'œuvre compétente. Ces compétences demandées par l'environnement social et économique de l'apprenant lui permettent de contribuer à la création de richesses nationales. Même s'il y a échec scolaire et malgré les déperditions, l'élève issu de l'enseignement par l'APC dispose d'un minimum de connaissances. Les acquis scolaires maîtrisés l'aident à évoluer dans son milieu, et faire profiter l'économie de sa contribution par l'amélioration de sa productivité en travaillant. De cette contribution peut être réalisée la croissance économique.

Les élèves accédant à l'éducation formelle bénéficient de l'APC. Ceux n'ayant pas accès à cette éducation formelle bénéficient d'une autre forme d'éducation. Nous aborderons dans la sous section suivante les différentes formes d'alphabétisation.

1.2- L'alphabétisation

Madagascar, face à la relation existante entre analphabétisme et pauvreté¹⁰, se doit d'alphabétiser la majorité de sa population (adultes et enfants). Selon Monsieur KOÏCHIRO Matsuura directeur général de l'UNESCO, «*pour les hommes et femmes qui vivent sans avoir accès aux compétences de base en lecture et écriture, l'alphabétisation ouvre de nouveaux horizons et de nouvelles opportunités, améliore le niveau de vie et contribue aux processus d'évolution sociale et d'éradication de la pauvreté*»¹¹. L'Etat s'engage alors à mettre fin à l'analphabétisme.

L'éducation est le premier moyen de lutter contre l'analphabétisme. L'éducation formelle donne les premières notions de base. Il faut noter que cette éducation est un investissement. Elle représente une dépense qui doit produire demain un supplément de richesse et de bien-être. Ainsi, l'amélioration du système éducatif et l'alphabétisation constituent deux éléments clés pour la croissance économique et le développement social.

¹⁰ Là où les taux de pauvreté sont les plus élevés, les taux d'alphabétisme tendent à être les plus bas.

¹¹ Madagascar Laza, 2009, n° 1440, p.03.

La réforme de l'éducation basée sur l'amélioration de l'accès des pauvres à l'éducation par la subvention des droits d'inscription et la distribution des kits scolaires ont fait leurs effets sur le taux d'alphabétisation. Ce dernier a connu une hausse en 2003 depuis la mise en œuvre du Plan EPT 2003. De ce fait, la mise en œuvre de ce plan permet au pays d'accroître ses ressources humaines disposant de compétences de base (calcul, lecture, écriture) nécessaires pour la vie active. Le tableau suivant donne les résultats de la hausse du taux d'alphabétisation.

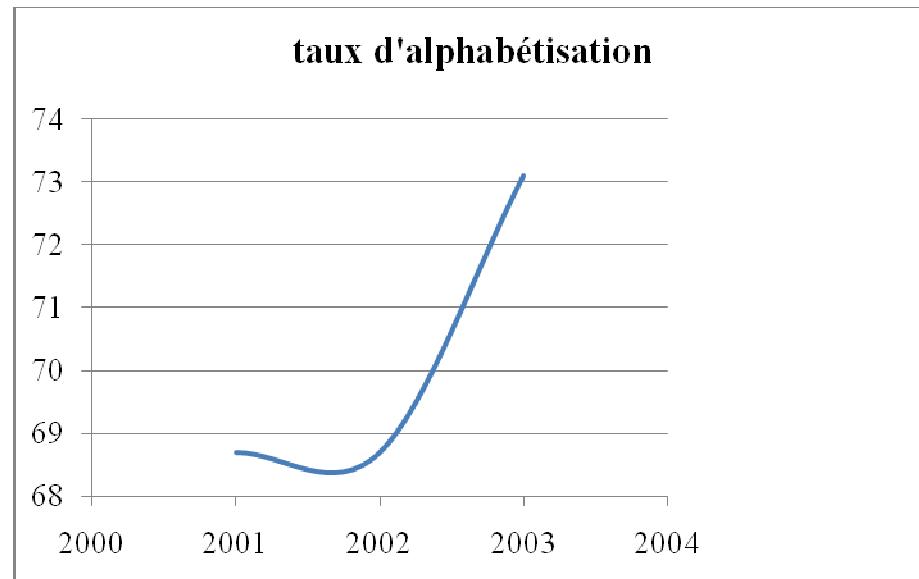
Tableau 14: Taux d'alphabétisation(%)

Année	taux d'alphabétisation
2001	68,7
2002	68,7
2003	73,1

Source : INSTAT, 2003

Le graphe suivant illustre cette hausse remarquable.

Graphique1 : l'évolution du taux d'alphabétisation. (INSTAT, 2003)



Sur ce graphe, l'augmentation du taux d'alphabétisation est bien mise en évidence. Il passe de 68,7% en 2002 à 73,1% en 2003 (INSTAT, 2003). Les alphabètes ont donc augmenté. Avec cette hausse du taux d'alphabétisation, le pays dispose alors de plus de main d'œuvre dotée de connaissances de base.

Outre l'éducation formelle, le système éducatif actuel permet la mise en place d'autres formes d'alphabétisation. Prenons comme exemple l'ASAMA ou Action Scolaire d'Appoint pour Malgaches Adolescents. Cette action vise à réinsérer les jeunes de plus de 12 ans déscolarisés ou non scolarisés. Une formation de 10 mois leur est donnée pour après passer le CEPE. L'activité AMBOHITSORATRA ou « Planète des Alphas » consiste à apprendre à lire à des enfants de 11 à 12 ans analphabètes et non scolarisés.

L'alphabétisation fonctionnelle pour le développement ou AFI-D est une stratégie de développement basée sur l'alphabétisation en 48 jours des bénéficiaires pour pérenniser les actions de développement entreprises dans leur localité. Cette formation est adaptée aux paysans producteurs ou des adolescents de plus de 15 ans nécessitant des acquis d'écriture, de lecture.

Toutes ces formes d'alphabétisations permettent au pays de disposer de plus de ressources humaines alphabètes, et compétentes nécessaires pour la réalisation d'une croissance économique. En effet, par l'AFI-D, 76,4 % (Gouvernement Malgache – Nations Unies, 2004) des premiers participants peuvent être considérés comme alphabétisés (après 48 jours de cours). Ceci étant, les 76,4% peuvent développer encore plus leurs activités déjà entreprises à l'aide des notions de base nouvellement acquises. Les résultats de l'Ambohitsoratra ou Apprentissage de la lecture en malagasy pour les non-scolarisés sont les suivants:

- 66,7 % des apprenants testés ont démontré leur capacité à lire et 37,5 % à un niveau avancé.
- Par ailleurs, après cet apprentissage de la lecture, 18,2 % ont été inscrits en EPP et 5,3 % dans une classe ASAMA (Gouvernement Malgache – Nations Unies, 2004).

Concernant les résultats obtenus à l'aide de l'ASAMA ou Action Scolaire d'Appoint pour Malagasy Adolescents, ils sont satisfaisants. Suite à une formation de 10 mois, les apprenants, n'ayant jamais été à l'école ou ayant quitté l'école après un ou deux ans, et qui se sont présentés à l'examen du CEPE l'ont réussi à 52,6 % (Gouvernement Malgache – Nations Unies, 2004).

Tous les résultats sont plus ou moins satisfaisants. Donc, l'alphabétisation, dans toutes ces formes, entreprise à Madagascar vise à disposer au pays de capital humain. En effet, à l'aide d'Ambohitsoratra, l'ASAMA et l'AFI-D, l'enfant déscolarisé peut se qualifier en passant le CEPE.

Cette valorisation du capital humain par toutes ces formes d'alphabétisation pourra être bénéfique en terme de croissance économique. En effet, les apprenants sont dotés de connaissance et de qualification. Cette connaissance et cette qualification étant des éléments clés de l'amélioration de la productivité. L'amélioration de la productivité conduit à réaliser une croissance économique.

1.3- L'universalisation de l'enseignement de base et la spécialisation de l'enseignement supérieur

La mondialisation est désormais un phénomène auquel aucun pays ne peut y échapper. Ce phénomène est à l'origine de diverses compétitions sur tous les plans. Parmi cette rude concurrence se trouve la course à la qualification de la main-d'œuvre. Cependant, il est nécessaire pour chaque pays de rendre ses ressources humaines compétitives sur le marché du travail international.

Madagascar doit soutenir la concurrence et se développer dans l'économie mondiale afin de réduire la pauvreté. Son engagement à faire face à cette rude concurrence est prouvé par l'objectif d'universalisation de l'enseignement. En effet, depuis le début des années 2000, par la mise en place du Plan EPT, les parents sont incités à scolariser leurs enfants. Les écoles des secteurs public et privé sont engagées à encourager les citoyens à achever dix années d'éducation de base qui leur permettront d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires du 21^e siècle. L'achèvement d'un cycle d'étude a des effets sur la réduction de la pauvreté. Selon les données de l'INSTAT, l'achèvement du niveau primaire permet de réduire de 5% la probabilité d'être pauvre et de 17 % si les niveaux secondaire et supérieur sont achevés (INSTAT, 2001). Les résultats de l'application de cette politique d'universalisation sont résumés dans le tableau suivant.

Tableau 15 : Les résultats de scolarisation en EF 1 et EF 2 en 2003 et 2004

Enseignement Fondamental du 1er Cycle	Situation 2002-2003	Objectifs fixés en 2003	Résultats obtenus
Taux net de scolarisation	82%	84%	97%
Taux d'achèvement	39,50%	49%	47%
Pourcentage d'enfants âgés de 6ans scolarisés dans le fondamental 1er cycle	80%	81%	94%
Nombre total d'élèves	2 856 480	2 892 100	3 366 400
Pourcentage de redoublant	29%	22%	30%
Pourcentage d'élève dans le privé	20,40%	21,40%	19,30%
Estimation du nb d'enfants de 6-10 ans hors du système scolaire			123 950
Enseignement Fondamental du 2nd Cycle		Objectifs	Résultats
Nombre total d'élèves	356 900	414 000	420 000
Taux d'achèvement	13,50%	16%	14,70%
Estimation du nb d'enfants de 11-14 ans hors du système scolaire			586 000

Source : MENRS, 2005.

Le taux de scolarisation a gagné 17% en deux années scolaires de l'enseignement fondamental 1. Le taux d'achèvement pour l'EF1 est de 39,5% en 2003 pour passer à 47 % en 2004 (MENRS, 2005). Ce taux d'achèvement qui est de 13.5 % en 2003 passe à 14.7% en 2004 en enseignement fondamental 2 (MENRS, 2005). Ce gain en taux d'achèvement permet de réduire la probabilité d'être pauvre. Aussi, les élèves ayant achevés leurs études sont armés d'une qualification certaine. Donc, le pays est doté d'encore plus de capital humain. Ce dernier est un élément essentiel en matière de production.

Ce faisant, le rallongement du primaire à 7 ans au lieu de 5 ans permettra à Madagascar d'améliorer le niveau d'instruction de la population. Les élèves ayant terminés le primaire verront leurs acquis scolaires se consolidés et seront à même de continuer vers le secondaire. Quand aux élèves qui ne continueront pas vers le secondaire, ils répondront mieux aux critères de qualifications recherchés par les entrepreneurs. À travers leurs insertions dans l'économie formelle, les élèves favoriseront le développement économique du pays.

Voilà en ce qui concerne l'enseignement de base. Du côté de l'enseignement supérieur, l'enseignement est axé sur le renforcement du capital humain utile pour le secteur de production. Auparavant, l'administration était le débouché de la formation. La grande majorité des élèves ayant acquis des connaissances était absorbée par l'administration. Désormais, la capacité de l'Etat se trouve réduite. Le gel de recrutement se fait remarquer. L'effectif requis est alors réduit. Les voies de concours sont nécessaires pour devenir fonctionnaire. Prenons l'exemple des concours passés pour devenir fonctionnaire et se former à l'ENAM à l'ENMG. La tendance de l'emploi et de l'embauche s'inverse donc. Les élèves qualifiés sont absorbés par le secteur privé. Ce secteur est pourtant la base de la croissance économique, plutôt que l'administration. Ainsi, l'enseignement axé sur le renforcement du capital humain est un avantage. La population scolarisable après avoir acquis les connaissances nécessaires sera absorbée par les secteurs de production. Le capital humain contribue alors au développement économique et social du pays.

Le système éducatif a plusieurs atouts. A l'aide de l'APC, des différentes formes d'alphabétisation, et la réorganisation du cycle primaire, le pays dispose de plus de main-d'œuvre compétente et qualifiée. Une personne éduquée, qualifiée, armée de connaissances, de savoir-faire est productive. Cette productivité est essentielle pour permettre la croissance économique.

D'un autre côté, le système éducatif par sa politique éducationnelle ne permet pas de mettre à la disposition du pays de cette main-d'œuvre éduquée et qualifiée. Nous présentons dans la section suivante les points faibles de la politique de l'éducation.

Section 2 : Les points faibles de la politique actuelle

2.1- Problème de la qualité de l'enseignement

L'Etat vise surtout à assurer une éducation primaire de qualité pour tous. Or, suite à l'incitation à la scolarisation, il fait face à une expansion des effectifs scolaires. Cet effectif du primaire augmente de 14% par an de 2001 à 2004 (MENRS, 2007). Cette expansion non maîtrisée a un effet négatif sur la qualité de l'enseignement. Le système n'a pas été en mesure de s'adapter suffisamment à l'augmentation des effectifs. La raison en est que les objectifs de construction de nouvelles salles de classe n'ont pas été entièrement atteints. Les enseignants manquent toujours malgré le recrutement des enseignants supplémentaires assuré par les FRAM ou Fikambanan'ny Ray Aman-dreny.

Bien que l'Etat recherche l'efficacité, il est de nouveau face à des défis en enseignement fondamental dont :

- Accélérer et renforcer la qualité de l'éducation tout en centrant les actions sur les élèves et l'amélioration des résultats.
- Gérer l'accroissement des effectifs en EF 1 et accueillir tous les enfants.
- Prendre en compte les enfants des zones vulnérables, des familles les plus pauvres, vivant avec un handicap.

Cette expansion rapide des effectifs scolaires dans le primaire s'accompagne de taux d'abandon et de redoublement continuallement élevés. Le taux d'abandon est de 24,5% dès la première année du niveau primaire en 2005. Le taux de redoublement est de 22%, pour la 5^{ème} année du primaire. Le taux d'achèvement reste très faible soit un taux de 47% (MENRS, 2007). Cette situation marque que malgré les efforts fournis et les mesures mis en œuvre, le système éducatif malgache présente toujours une certaine défaillance. Elle réduit alors les possibilités d'amélioration de l'efficacité interne. Cette efficacité reste faible.

La formation du corps enseignant s'avère nécessaire dans la recherche d'efficacité. La réalité est telle qu'il y a une grande faiblesse en matière d'encadrement pédagogique de proximité. Le nombre de formateurs et d'encadreurs de niveau est insuffisant et n'est pas adapté à la charge de travail. Soit un nombre de 316 conseillers pédagogiques pour plus de 20. 000 enseignants (MENRS, 2007). Par ailleurs, cette défaillance en formation a des répercussions négatives, surtout sur l'enseignement. Elle constitue même un frein à l'apprentissage. La défaillance du système éducatif persiste.

L'insuffisance de corps enseignant au niveau primaire est comblée par les FRAM. Cette association de parents d'élèves a permis de recruter des enseignants supplémentaires et permet de réduire le ratio élèves enseignants à 47. En effet le nombre des enseignants FRAM était de 8300 en 2002-2003 et passe à 17 620 en 2003-2004 (MENRS, 2005).

Ces enseignants FRAM aident à réduire les disparités entre milieu urbain et rural. Certes, ils peuvent nuire à l'enseignement. Ils sont, non seulement, peu qualifiés avec un niveau de BEPC requis, mais surtout ils ne bénéficient presque d'aucune formation pédagogique. L'enseignement en conséquence est défaillant affectant ainsi son niveau d'efficacité interne.

Seuls 47,14% des enseignants disposent d'un diplôme pédagogique, 56,14% pour les enseignants fonctionnaires et contractuels et 6,1% pour les enseignants non fonctionnaires (MENRS, 2007).

Il vrai que la seule alternative pour pouvoir assurer une éducation pour tous au niveau primaire est le recrutement des enseignants FRAM. Cependant, avec un faible niveau de qualification et un manque de formation pédagogique, cette solution risque de nuire à l'enseignement et plus particulièrement à son efficacité interne.

En plus du problème d'enseignants, notons aussi le problème de la langue d'enseignement. La politique linguistique de l'enseignement est telle que nous l'avons vu dans l'histoire du système éducatif. La langue d'enseignement est marquée par des changements radicaux. En effet, le français est adopté jusqu'en 1972, remplacé par le malgache de 1972 à 1992, puis le français reprend en 1992.

La disposition actuelle prévoit d'abord d'initier l'enseignement par la langue maternelle, puis à intégrer le français comme matière pour permettre ensuite l'enseignement en français. Certes, le niveau de français des enseignants est faible. Cela rend difficile l'application de cette politique. La situation fait alors obstacle à la recherche d'enseignement de qualité. La qualité de l'enseignement n'est pas la seule à être touchée. L'efficacité en subit aussi les conséquences. La faible maîtrise du français par les enseignants induit une faible maîtrise par les élèves. La difficulté en français peut causer le redoublement voire l'abandon des élèves. D'un autre côté, l'introduction du français à la 3^{ème} année du cycle primaire risque d'augmenter et même d'aggraver le fossé entre le niveau des enfants des zones rurales et ceux des zones urbaines. Il en est de même pour le niveau des enfants défavorisés et favorisés en milieu urbain.

En effet, ce dispositif s'applique surtout pour les établissements publics. La plupart des enfants défavorisés assurent leurs éducations dans le secteur public, tandis que les enfants favorisés vont dans les établissements privés. Ces établissements sont pour la plupart des établissements d'expression française.

La qualité de l'enseignement a des effets sur la qualité des élèves formés. La main d'œuvre est abondante à Madagascar mais elle est de mauvaise qualité et ne répond pas aux exigences des entreprises multinationales.

En effet, la société comme « SHERRITT¹² » implanté dans le pays a importé une main d'œuvre étrangère pour y effectuer le travail en terre malgache. La raison de cette importation est le manque de qualification et la mauvaise qualité de la main d'œuvre nationale. La main d'œuvre importée est composée de techniciens déjà opérationnels et disposant d'un niveau de compétence élevé. Le rôle de ces techniciens étrangers consiste à encadrer les techniciens malagasy.

La qualité de l'enseignement affecte le niveau des étudiants. Poursuivons dans la sous section suivante sur le problème d'équité de l'enseignement. Le problème d'équité de l'enseignement affecte surtout le niveau de qualification des élèves en milieu rural.

2.2-Problème d'équité

L'objectif d'assurer l'équité en enseignement fait face à divers problèmes nuisant à l'efficacité de l'enseignement. Effectivement, l'Etat met en œuvre une politique d'incitation des enseignants à rejoindre les postes en milieu rural. L'Etat essaie de distribuer des primes d'éloignement et fait en sorte de créer des logements à proximité des écoles publiques en zones éloignées. Par ailleurs, l'assiduité des enseignants en milieu rural reste un grand problème. En effet, le taux d'absentéisme est de 13% selon la Banque Mondiale dans le « Budget tracking » (MENRS /EPT, 2007). Cet absentéisme s'explique entre autres par la perception des salaires. Les enseignants sont obligés de se déplacer en grand centre urbain ou dans les chefs lieux des régions pour assurer la perception des salaires. Le temps d'apprentissage des élèves est alors réduit. Le volume horaire n'est pas non plus respecté. Cet absentéisme affecte l'efficacité de l'enseignement.

Les élèves du milieu rural sont lésés par rapport à ceux des élèves du milieu urbain en matière de temps d'apprentissage. La qualité de l'enseignement n'est donc pas la même en milieu urbain et milieu rural.

A part les problèmes de qualité et d'équité, l'enseignement à Madagascar fait aussi face au problème d'inadéquation de la formation et de l'emploi. Nous abordons ce sujet dans la sous section suivante.

¹² Société internationale opérant dans le secteur minier implanté à Ambatovy.

2.3- L'inadéquation formation-emploi

À l'heure de la mondialisation, l'alphabétisation et la scolarisation sont un préalable au renforcement du capital humain. Mais elles ne suffisent pas dans la mesure où dans un environnement fortement concurrentiel, la compétitivité d'une économie nécessite davantage de compétences polyvalentes. Une politique d'enseignement générale est nécessaire mais elle doit être accompagnée par un dispositif de diversification de compétences, permettant de répondre aux exigences et à l'évolution du marché de travail. Ce dispositif de diversification de compétences fait défaut à Madagascar.

Pour preuve, la valorisation des filières technico-professionnelles n'est pas un axe stratégique de la politique de l'éducation. Or, les élèves ne parvenant pas à terme de l'enseignement formel ont besoin de recourir à cette formation technique et professionnelle. En effet, la plupart des malgaches est de niveau primaire. La formation académique d'un élève ne lui permet en aucune manière d'effectuer un travail au sein de la zone franche par exemple. Il lui faut un minimum de formation technique. Une formation est donnée soit par l'entreprise elle-même, soit l'élève a recours à des formations comme celle donnée par l'ECCOVA¹³ à titre d'exemple.

Ainsi, l'enseignement actuel est inadéquat vis-à-vis des besoins réels du marché de l'emploi. Le gouvernement, par sa nouvelle politique de l'éducation, veut mettre en place un programme d'enseignement répondant aux besoins du marché du travail. Pourtant pour l'enseignement de base, les programmes des décennies 90 sont repris. Or, ces programmes sont difficilement applicables au contexte et aux réalités régionales actuelles. Les contenus des matières sont dépassés au vu des expériences internationales.

L'Etat vise à faire de l'enseignement supérieur un moteur de redressement et de développement économique et social. Malheureusement, la formation universitaire reste académique. Les Universités n'ont pas les instruments nécessaires permettant de déterminer les besoins réels du marché du travail.

En plus de ces problèmes de l'enseignement de base et de l'enseignement supérieur, un déséquilibre entre produit de l'enseignement et capacité d'absorption du marché du travail se fait remarquer.

¹³ ECCOVA ou Ecole de Coupe et COuture Volana donne une formation en coupe et couture.

Pour mettre en évidence ce problème de déséquilibre, prenons comme exemple l'économie malgache. Notre économie est une économie duale dans laquelle cohabitent un secteur traditionnel et un secteur moderne.

Le secteur moderne peu développé nécessite une main-d'œuvre très qualifiée. Or, aux niveaux supérieurs du système éducatif 3.700 diplômés sortent actuellement chaque année de l'enseignement supérieur, alors qu'environ 2.500 nouveaux emplois très qualifiés sont créés annuellement (Banque Mondiale, 2001).

Par ailleurs, les secteurs agricole et informel sont les plus importants en capacité d'absorption. Or, la main-d'œuvre adaptée à ces secteurs s'avère insuffisante. Effectivement, le système éducatif primaire produit trop peu de diplômés. Il est à noter qu'environ les deux tiers des jeunes d'une même classe d'âge entrent sur le marché du travail sans aucune instruction ou avec moins de cinq années d'études primaires (Banque Mondiale, 2001).

Bref, les programmes scolaires, universitaires ne répondent pas aux exigences du monde du travail. L'effectif des qualifiés et diplômés n'est pas proportionnel avec la capacité d'absorption du monde du travail.

CONCLUSION DU CHAPITRE II

La politique de l'éducation est favorable à la croissance économique si à l'aide de l'introduction et de l'application de l'APC le pays dispose d'une main-d'œuvre compétente. Elle est favorable aussi si à l'aide des incitations à la scolarisation et à l'achèvement du cycle primaire, le pays bénéficie d'une main d'œuvre qualifiée. En effet, en se référant à la théorie de la croissance endogène les compétences et les qualifications sont nécessaires pour accroître la productivité et pour permettre d'augmenter la production.

Toutefois, certaines mesures prises pour améliorer et transformer l'éducation présente des lacunes. A savoir, le recours aux enseignants FRAM affecte la qualité de l'enseignement. Ces enseignants manquent de qualification. Cette faible qualification affecte le niveau des élèves. Ainsi, la main-d'œuvre malagasy est non seulement faiblement qualifiée mais manque aussi de compétence.

Par ailleurs, la qualification et la compétence plus la polyvalence sont nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail et assurer la compétitivité internationale. Malheureusement, Madagascar ne dispose pas des instruments nécessaires pour assurer la diversification de compétences. Les programmes scolaires sont trop académiques.

En parlant de marché de l'emploi, la situation qui prévaut à Madagascar est un déséquilibre entre production de diplômés et d'emplois. Trop peu de diplômés sont produits en enseignement primaire pour le secteur agricole dominant. Un excès de diplômés est noté au niveau supérieur pour le secteur de l'industrie. Or, un déficit de main-d'œuvre qualifiée peut bien évidemment compromettre la croissance économique. Un excédent de qualification, non seulement n'accélère pas le processus de croissance, mais il conduit inévitablement les plus formés au chômage et au sous-emploi.

CONCLUSION GENERALE

Notre mémoire est une analyse économique du système éducatif malgache. Il a pour objet de répondre à la question : dans quelle mesure la politique de l'éducation malgache contribue-t-elle à la production et au renforcement du capital humain ? Pour y répondre, des études théorique et empirique ont été faites. La première consiste en la consultation d'articles et des ouvrages sur les nouvelles théories de la croissance. Ces travaux contribuent à un éclaircissement des mécanismes par lesquels le capital humain agit sur la croissance économique. La seconde étude consiste en la collecte de données auprès de l'INSTAT, du MENRS et de la Banque Mondiale. Cette étude a pour objet de démontrer à l'aide de résultats concrets les performances du système éducatif malgache ainsi que l'état du capital humain malgache.

En matière de politique de l'éducation, l'Etat adopte en 1960 une politique éducative élitiste et sélective. Les doués du primaire sont favorisés car bénéficient de cours complémentaire pour accéder en niveau supérieur. En 1975, la politique de l'éducation vise une scolarisation de tous les jeunes. L'enseignement est démocratisé, décentralisé et est gratuit à tous les niveaux. Mais la politique est trop nationaliste car l'enseignement repose tout particulièrement sur l'édification du socialisme. La politique de l'éducation de 1992 est une version améliorée des deux précédentes. L'enseignement est toujours décentralisé et vise surtout à préparer les jeunes à être des acteurs de la vie économique et sociale.

Malgré les efforts de scolarisation des jeunes, une déperdition scolaire est notée. Le taux de survie scolaire est très bas. Les rendements scolaires des années 90 sont faibles. Le taux de redoublement est élevé. Le taux d'achèvement du cycle primaire est bas. Ainsi le niveau d'instruction des malgaches est modeste. Les jeunes malgaches manquent de qualification.

L'Etat reforme sa politique pour garantir une éducation pour tous et rehausser le niveau de qualification des étudiants malgaches. La politique éducative vise à doter tous les élèves des connaissances, du savoir-faire, des qualifications et des compétences utiles pour la vie active. Il s'agit d'une politique de valorisation du capital humain. Dans cette optique, l'Etat introduit une nouvelle approche de l'enseignement ou APC. Il tente d'universaliser l'enseignement. L'Etat donne aussi une chance aux déscolarisés en favorisant l'alphabétisation par l'Ambohitsoratra, l'ASAMA et l'AFI-D.

L'APC a contribué à améliorer le niveau des étudiants. La nouvelle approche a permis une certaine maîtrise des acquis scolaires par les élèves. L'alphabétisation fonctionnelle permet aux déscolarisés et non scolarisés d'acquérir les connaissances de base. Les méthodes de formation leur permettent de se qualifier. Aussi, l'incitation à la scolarisation des jeunes et l'encouragement à l'achèvement du cycle primaire permettent au pays de disposer de main-d'œuvre qualifiée. Malgré les réformes, l'offre d'une éducation de qualité s'avère être un objectif difficile à atteindre. En effet, les enseignants manquent et ceux recrutés ont non seulement un niveau bas mais manquent aussi de formation. Cette faible performance des enseignants se répercute sur la performance des élèves. Ainsi la main-d'œuvre locale est incompétente et n'est pas compétitif au niveau international.

Outre cette faible performance des enseignants, la formation ne répond pas toujours à l'exigence du marché de travail. La formation est trop académique et ne répond pas au besoin du marché de travail. Le produit de l'enseignement et l'emploi crée n'est pas en équilibre. L'enseignement de base produit peu d'élèves qualifiés alors que le secteur primaire a une grande capacité d'absorption. Le contraire est constaté au niveau supérieur pour le secteur moderne. Or, un déficit ou un excédent de main-d'œuvre qualifiée n'accélère pas la croissance économique.

La qualification et la dotation de connaissances aux élèves deviennent alors la priorité de l'Etat en matière d'éducation. Cette politique repose sur la théorie dominante de l'époque : celle de la croissance endogène. Selon cette théorie, la qualification et la connaissance sont nécessaires pour assurer la réalisation d'une croissance économique. En effet, le capital humain se définit comme étant l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et aptitudes disposées par un individu. Ce capital humain est selon la théorie de la croissance endogène un facteur de la croissance économique. A l'aide des connaissances et des qualifications dont il dispose, l'individu améliore son aptitude à utiliser les technologies disponibles, il accélère le rythme des innovations. Une forte accumulation du capital humain permet alors d'accroître la productivité des travailleurs. Cette amélioration de la productivité conduit à une hausse de la production, d'où une croissance économique. Le capital humain est alors un facteur de production. Ce faisant, les qualifications et les connaissances sont des éléments essentiels de la croissance économique. Le capital humain s'accumule par l'éducation et la formation. Une politique de l'éducation efficace et un système éducatif performant assure donc une meilleure accumulation du capital humain.

L'éducation éveille en chacun l'état d'esprit créatif. L'éducation tient donc une grande responsabilité dans l'encadrement des jeunes pour être des agents actifs, qualifiés contribuant à l'accroissement de la richesse nationale. Les élèves ayant acquis des connaissances par l'éducation jouent un rôle crucial dans la société. En théorie, du moins, une meilleure éducation assure la production de main-d'œuvre qualifiée et compétente. Cette qualification et cette compétence accélèrent la croissance économique. Pour le cas malgache, la main-d'œuvre est non seulement peu qualifiée mais ne dispose pas des compétences nécessaires. Force est donc de constater que la volonté de fonder la croissance économique sur le système éducatif malgache reste une illusion.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et revues :

- Arrous J., 1999, *Les Théories de la croissance*, Seuil, Paris, 266 p.
- Arrow K., 1962, « The Economic Implication of Learning by Doing», *Revue of Economic*, Vol 29, pp 155-173.
- Bairoch P., 1997, *Victoires et Déboires. Histoires Economique et Sociale du monde du XV ème siècle à nos jours*, Gallimard, Vol 3.
- Becker G., 1964, *Human Capital*, Colombia University Press for the National Bureau of Economic Research, New York.
- Chakraborty B., Gupta M.R., 2009, « Human capital, inequality, endogenous growth and educational subsidy: A theoretical analysis», *Research in Economics*, n°63, pp 77- 90.
- Darreau P., 2003, *Croissance et Politique Economique*, Boeck, Bruxelles, 321p.
- Guellec D., Ralle P., 2001, *Les nouvelles théories de la croissance*, La découverte, Paris, 118p.
- Jacobs B., 2007, « Real options and Human capital investment», *Labour Economics*, n°14, pp 913-925.
- Lucas R., 1988, On the Mechanics of Economic Growth», *Journal of Monetary Economics*, Vol 22, n°1, pp 3- 42.
, 1990, « Supply-side economics», *An analytical review*, n°42, *Economics Papers*, Oxford, pp 293-316.
- Schultz P., 2003, « Human Capital, Schooling and Health», *Economics and Human Biology*, n°1, New Haven, Yale University, pp 207-221.
- Tamura R., 2006, « Human Capital and Economic Development», *Journal of Development Economics*, n°79, pp 16-72.

Rapports et Documents:

- Banque Mondiale,
 - 2001, *Education et Formation à Madagascar : vers une politique nouvelle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.*
 - 2006, *Rapport sur le Développement Humain.*
- Gouvernement de Madagascar,
 - 2003, *Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).*
 - 2007-2012, *Madagascar Action Plan (MAP).*
 - 2004, *extrait du programme conjoint Gouvernement Malgache-Système des Nations Unies pour la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malgaches.*
- Institut National de la Statistique (INSTAT)
 - 1997, *enquête auprès des ménages.*
 - 2001, *enquête auprès des ménages.*
- Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, 2006, *Rapport économique et Financier.*
- Ministère de l'Education Nationale,
 - 1960, *Ordonnance fixant les principes généraux de l'enseignement et la formation professionnelle.*
 - 1975, *Requête du Gouvernement Malagasy à la Banque Mondiale. Deuxième projet Education.*
 - 1976, *Situation de l'enseignement au 1^{er} janvier.*
 - 1978, *loi sur le cadre général du système d'éducation et de formation.*
 - 1994, *loi sur orientation générale du système d'éducation et de formation à Madagascar.*
 - 2004, *loi sur orientation générale du système éducatif d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar.*
 - 2005, *Education Pour Tous.*
 - 2007, *Education Pour Tous.*
- Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base, 1990-1997, *Annuaire Statistique.*
- Ministère de l'Education Supérieur, 1990-1997, *Annuaire Statistique.*

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2006, *Rapport National sur le Développement Humain*.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et Institut National de la Statistique, 1999, *Deuxième Rapport National sur le Développement Humain Madagascar*.

Webographie

www.brief.be

www.education.gouv.mg

www.instat.mg

www.ird.fr

www.ong-madagascar.org/education/

www.worldbank.org

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

AVANT-PROPOS

LISTE DES ACRONYMES

LISTE DES TABLEAUX

GLOSSAIRE

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	1
Section 1. Le contexte.....	1
Section 2. La problématique.....	1
Section 3. La méthodologie.....	2
Section 4. Plan du mémoire.....	3
CHAPITRE 1: Un état des lieux de la politique de l'éducation à Madagascar.....	4
INTRODUCTION DU CHAPITRE I.....	5
Section 1 : Historique de la politique de l'éducation et du système éducatif malgache.....	6
1.1-Les points de rupture et de continuité.....	6
1.2-Bilan d'efficacité interne des systèmes éducatifs de 1960 à 1997.....	9
1.2.1- De la Première à la Deuxième République.....	10
1.2.2- Pour la période 1994 – 1997.....	11
Section 2 : La politique de l'éducation actuelle.....	18
2.1- Les grandes lignes de la politique éducative actuelle.....	18
2.1.1 - Dans le cadre du DSRP	18
2.1.2- Dans le cadre du MAP	20
2.2- Les fondements théoriques de la politique de l'éducation.....	23
2.2.1-Définitions du concept capital humain et ses caractéristiques.....	23
2.2.2- Le capital humain facteur de production et source de croissance....	24
CONCLUSION DU CHAPITRE I.....	27
CHAPITRE 2 : Analyse économique de la politique de l'éducation malgache.....	28
INTRODUCTION DU CHAPITRE II.....	29
Section 1 : Les atouts de la politique actuelle.....	30
1.1-L'approche par les compétences.....	30
1.2-L'alphabétisation.....	34

1.3-L'universalisation de l'enseignement de base et la spécialisation de l'enseignement supérieur.....	37
Section 2 : Les points faibles de la politique actuelle	39
2.1- Problème de la qualité de l'enseignement	39
2.2- Problème d'équité	42
2.3- L'inadéquation formation-emploi.....	43
CONCLUSION DU CHAPITRE II.....	45
CONCLUSION GENERALE.....	46
BIBLIOGRAPHIE.....	49

Nom : RASOLOHERY

Prénoms : Harris Prisca Selagine

Titre : Analyse économique du système éducatif malgache.

Nombre de pages : 53

Tableaux : 15

Graphique : 1

Résumé

Les connaissances sont acquises en s'éduquant. Les élèves dotés de connaissances, de savoir- faire, d'un point de vue théorique, sont productifs et comptent beaucoup dans la réalisation de la croissance économique.

Madagascar améliore et réforme sa politique de l'éducation. Son système éducatif a connu plusieurs réformes depuis l'indépendance à nos jours. L'intérêt de ces réformes est la recherche de qualité de l'éducation et d'efficacité du système pour garantir une meilleure qualification et compétitivité de la main-d'œuvre locale. Il importe à l'Etat de rendre la main-d'œuvre active et productive.

Certes, le système éducatif est inefficace. La formation ne répond pas aux besoins réels du marché du travail. La main-d'œuvre qualifiée, diplômée n'est pas en équilibre avec la capacité d'absorption du marché du travail.

Mots clés : capital humain, croissance, éducation, endogène, politique éducative, système éducatif.

Encadreur : Monsieur RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja.

Adresse de l'auteur : VT 77 DA Andohanimandrozeza

Antananarivo 101